

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

RAPPORT FINANCIER DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2019-2020

CLOS LE 30 JUIN 2019

**Rapport de gestion
et états financiers intermédiaires
résumés non audités**



Construction de Défense Canada
Defence Construction Canada

Canada

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	1
1.0 <i>Importance relative</i>	1
2.0 <i>Profil de la Société</i>	1
3.0 <i>Indicateurs du rendement opérationnel</i>	2
4.0 <i>Gestion des risques</i>	3
5.0 <i>Résultats financiers</i>	3
États financiers intermédiaires résumés non audités	13

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et les changements opérationnels pour le premier trimestre clos le 30 juin 2019 de Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC »). Il doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2019. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces informations à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « *Rapport annuel 2018-2019* »). Les résultats financiers ici présentés sont arrondis au millier le plus près, et les pourcentages s'y rapportant sont fondés sur des montants arrondis au millier le plus près. La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les informations à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de défense (1951) Limitée, communément appelée Construction de Défense Canada (CDC), est une société d'État qui offre des services novateurs et économiques de passation des marchés, de construction, de gestion de marchés, d'infrastructure et d'environnement, et de soutien des infrastructures tout au long de leur cycle de vie, en réponse aux besoins de défense du Canada. La Société compte deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du ministère de la Défense nationale (MDN) et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST). La Société fournit également des services à Services partagés Canada (SPC) dans le cadre de l'agrandissement du centre des données électroniques à la Base des Forces canadiennes (BFC) Borden.

De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, les activités de CDC recouvrent un large éventail. Les ressources de CDC se ventilent selon les cinq secteurs de services suivants.

SERVICES DES MARCHÉS

Le secteur des Services des marchés supervise l'acquisition de biens, de services professionnels et de services de construction et d'entretien en réponse aux besoins du Canada en matière d'infrastructures de défense, tant au pays qu'à l'étranger.

SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

Le secteur des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Le secteur des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation, ainsi qu'à faire preuve de diligence raisonnable et à gérer les risques.

SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

Le secteur des Services de gestion des projets et des programmes fournit des conseils en ce qui concerne, notamment, les exigences relatives aux infrastructures, la planification des programmes ainsi que le contrôle des calendriers et de la documentation.

SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

Le secteur des Services de gestion des biens immobiliers veille au bon entretien des infrastructures du MDN en fournissant un soutien tactique et stratégique tout au long de leur cycle de vie.

3.0 INDICATEURS DE RENDEMENT OPÉRATIONNEL

3.1 TAUX D'UTILISATION

Le taux d'utilisation correspond au nombre d'heures de travail directement consacrées à la prestation de services et pouvant être facturées aux clients-partenaires, par opposition aux heures consacrées à des fonctions administratives considérées comme du soutien auxiliaire. Il s'agit là d'un grand indicateur d'efficacité et de productivité, et d'un précieux outil de gestion financière. Plus le taux d'utilisation est élevé, plus cela indique que les ressources de CDC sont bien employées dans le cadre d'activités génératrices de produits, et qu'elles servent moins à des fonctions administratives auxiliaires. CDC vise un taux d'utilisation de 70 %.

Pour le premier trimestre de 2019-2020, le taux d'utilisation de la Société s'établit à 74,0 %, en baisse par rapport aux 75,7 % de la période correspondante de 2018-2019. Cette baisse s'explique par le recul des niveaux d'activité, pour certains secteurs de services, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

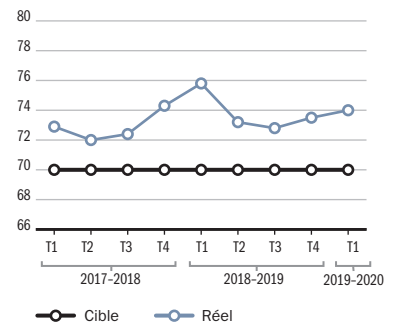
3.2 RATIO DES CHARGES DE PERFECTIONNEMENT À LA MASSE SALARIALE

Le maintien d'un effectif qualifié et professionnel est l'un des principaux objectifs de la Société. Pour 2019-2020, CDC s'est fixé l'objectif global de consacrer 4 % de sa masse salariale de base annuelle à la formation et au perfectionnement. Cet objectif prend en compte tous les coûts associés aux activités de formation et de perfectionnement, dont les coûts internes liés au personnel et les coûts externes liés à des tiers.

Pour le premier trimestre de 2019-2020, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale est de 3,6 %, contre 4,2 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse est due au calendrier de formation interne.

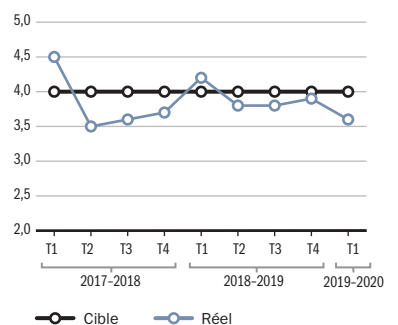
Taux d'utilisation

(Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des travaux facturables — cumul de l'exercice à ce jour)



Ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale

(cumul de l'exercice à ce jour en pourcentage)



4.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, « Gestion des risques », du rapport de gestion du *Rapport annuel 2018-2019* de CDC.

5.0 RÉSULTATS FINANCIERS

5.1 MODE DE PRÉSENTATION

La Société a préparé le présent rapport intermédiaire conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier.

Le présent rapport financier intermédiaire a été préparé conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du premier trimestre renvoient au trimestre clos le 30 juin 2019. Toute mention du premier trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 30 juin 2018. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2019.

5.2 PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 29,7 millions de dollars pour le premier trimestre, en hausse de 1,8 million de dollars, soit environ 6 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse du premier trimestre est attribuable à la majoration de 3,5 % des taux de facturation pour tous les secteurs de services par rapport à l'exercice précédent et à la demande accrue pour certains services de la part du MDN.

GESTION DES MARCHÉS

Les produits tirés de la gestion des marchés ont augmenté de 5 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation témoigne de la majoration des taux de facturation et de l'accroissement de la demande de la part des clients-partenaires. Les fluctuations du programme du MDN se répercutent directement sur les produits que génère ce secteur d'activité.

PLANIFICATION DE PROJETS

Les produits tirés de la planification de projets ont progressé de 10 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression est attribuable à des taux de facturation majorés et à une demande accrue du MDN pour ce service.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE BIENS IMMOBILIERS

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers ont augmenté de 1 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par la majoration des taux de facturation, contrebalancée par une baisse de la demande du MDN à l'égard de ce secteur d'activité.

APPROVISIONNEMENT

Les produits tirés des services d'approvisionnement ont augmenté de 14 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, par suite de la majoration des taux de facturation et de la hausse de la demande du MDN.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont augmenté de 2 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à la majoration des taux de facturation, contrebalancée par la baisse de la demande pour ce service.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement se sont accrus de 5 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par la majoration des taux de facturation et par la demande accrue du MDN pour cette activité. Les fluctuations du programme du MDN se répercutent directement sur les produits que génère ce secteur d'activité.

PRODUITS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2019	Trimestre clos le 30 juin 2018	Variation	
			\$	%
Gestion des marchés	12 893 \$	12 263 \$	630	5 %
Planification de projets	8 351	7 618	733	10 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	2 507	2 472	35	1 %
Approvisionnement	2 310	2 035	275	14 %
Soutien technique en matière de construction	2 053	2 022	31	2 %
Soutien technique en matière d'environnement	1 615	1 543	72	5 %
Total des produits	29 729 \$	27 953 \$	1 776	6 %

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

Les frais de déplacement et décaissements recouverts représentent les montants que le MDN a remboursés à la Société relativement aux frais de déplacement et décaissements qu'elle a engagés dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de ce dernier. Les recouvrements de frais de déplacement et de décaissements totalisent 618 000 \$ pour le premier trimestre, en baisse de 213 000 \$, ou environ 26 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La

variation est liée au moment où les frais de déplacement et autres décaissements ont été engagés par la Société en lien avec des travaux exécutés pour le compte du MDN.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2019	Trimestre clos le 30 juin 2018	Variation	
			\$	%
Frais de déplacement et décaissements recouverts	618 \$	831 \$	(213)	-26 %

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers, qui sont dégagés des placements de la Société et du solde moyen de son compte bancaire, ont augmenté de 33 000 \$, ou 21 %, au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à des taux d'intérêt et soldes moyens du compte bancaire qui ont été plus élevés qu'à l'exercice précédent.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2019	Trimestre clos le 30 juin 2018	Variation	
			\$	%
Produits financiers	188 \$	155 \$	33	21 %

5.3 CHARGES

SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Les salaires ont totalisé 21,6 millions de dollars au premier trimestre, en hausse de 1,6 million de dollars, ou environ 8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le taux salarial a été majoré de 3,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, traduisant en cela une hausse de 1,5 % liée au coût de la vie et une majoration de 1,7 % du salaire liée au rendement. L'effectif en équivalents temps plein (ETP) a augmenté d'environ 4,9 %, ou 46 ETP, par rapport à la clôture de l'exercice précédent.

Les charges sociales totalisent 6,0 millions de dollars pour le premier trimestre, en hausse de 406 000 \$, ou d'environ 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse tient surtout à l'augmentation de l'effectif. Au premier trimestre, les charges sociales exprimées en pourcentage de la masse salariale ont été à peu près égales à celles de la période correspondante de l'exercice précédent.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2019	Trimestre clos le 30 juin 2018	Variation	
			\$	%
Salaires	21 622 \$	20 069 \$	1 553	8 %
Charges sociales	5 995	5 589	406	7 %
	27 617 \$	25 658 \$	1 959	8 %
Charges sociales en pourcentage de la masse salariale	28 %	28 %		

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration s'établissent à 2,0 millions de dollars pour le premier trimestre de 2019-2020, en hausse de 126 000 \$, ou 7 %, par rapport au premier trimestre de 2018-2019. Les principales variations sont indiquées dans le tableau ci-après.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2019	Trimestre clos le 30 juin 2018	Variation		Analyse de la variation
			\$	%	
Honoraires	529 \$	212 \$	317	150 %	La hausse est due aux coûts de la migration des serveurs informatiques vers l'infonuagique.
Formation et perfectionnement	322	294	28	10 %	La hausse est due à l'échéancier d'engagement des frais.
Contrats d'entretien informatique	291	345	(54)	-16 %	La baisse est due au reclassement de l'infonuagique dans une catégorie de charges séparée.
Coûts de fonctionnement d'installations louées	221	-	221	100 %	Avec l'adoption d'IFRS 16 Contrats de location, la comptabilisation des charges locatives et des coûts de fonctionnement de 2019-2020 a changé. Aux exercices précédents, les charges locatives incluaient les loyers de base ainsi que les coûts de fonctionnement et les taxes. Pour l'exercice en cours et dorénavant, le loyer de base est inscrit en tant qu'actif lié au droit d'utilisation avec comptabilisation d'un passif correspondant. L'actif est amorti et n'est plus inclus dans les charges opérationnelles et frais d'administration. Seules les coûts de fonctionnement et les taxes figurent dans les charges opérationnelles et frais d'administration.
Loyers	-	423	(423)	-100 %	
Téléphonie et communications	191	197	(6)	-3 %	La variation est négligeable.
Frais de déplacement	166	165	1	1 %	La variation est négligeable.
Fournitures et matériel de bureau	63	52	11	21 %	La hausse est attribuable au calendrier des achats de services et de matériel de bureau.
Infonuagique	51	-	51	100 %	La hausse est due à la comptabilisation des services infonuagiques désormais séparément des contrats d'entretien de logiciels.
Location de matériel	48	-	48	100 %	Cette hausse est liée au fait que, désormais, CDC prend en location les appareils informatiques des employés plutôt que de les acheter et de les inscrire à l'actif.
Réinstallation	38	15	23	153 %	La hausse est due aux détachements temporaires de personnel en réponse à la demande du client.
Hébergement	33	49	(16)	-33 %	La diminution est attribuable au moins grand nombre de forums de formation interne au cours du trimestre qu'à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le tableau continue à la page suivante.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (suite)

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2019	Trimestre clos le 30 juin 2018	Variation		Analyse de la variation
			\$	%	
Communications	19	29	(10)	-34 %	La baisse est due au calendrier des activités d'impression et autres activités de communications.
Impression et papeterie	15	13	2	15 %	La variation est négligeable.
Mobilier et matériel de bureau	12	21	(9)	-43 %	La baisse est attribuable au calendrier des achats de mobilier et d'agencements.
Abonnements et adhésions	9	17	(8)	-47 %	La baisse tient aux moments où sont acquis les abonnements et adhésions.
Matériel informatique	7	6	1	17 %	La variation est négligeable.
Affranchissement, transport de marchandises et messageries	7	6	1	17 %	La variation est négligeable.
Logiciels	3	17	(14)	-82 %	La diminution tient à ce que CDC prend désormais en location les appareils informatiques de ses employés.
Recrutement	3	27	(24)	-89 %	La baisse tient d'une baisse de la demande de recrutement à l'externe.
Autres	4	18	(14)	-78 %	La baisse est attribuable à la diminution des frais liés à la cession d'immobilisations corporelles.
Total	2 032 \$	1 906 \$	126	7 %	

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS

Les frais de déplacement et décaissements sont les charges engagées par la Société pour des déplacements et certaines activités exercées dans le cadre de travaux réalisés pour le compte du MDN. Les frais de déplacement et décaissements totalisent 618 000 \$ pour le premier trimestre, en baisse de 213 000 \$, ou environ 26 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces variations sont liées au moment où les frais de déplacement et autres décaissements ont été engagés par la Société en lien avec des travaux exécutés pour le compte du MDN.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2019	Trimestre clos le 30 juin 2018	Variation	
			\$	%
Frais de déplacement et décaissements	618 \$	831 \$	(213)	-26 %

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements a augmenté de 112 %, ou 356 000 \$, au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse de l'amortissement des immobilisations corporelles tient à l'ajout d'actifs liés au droit d'utilisation en conséquence de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*. L'augmentation des actifs liés au droit d'utilisation se chiffre à 534 000 \$, atténuée par une diminution de 139 000 \$ de l'amortissement des immobilisations corporelles. Cette diminution s'explique par le fait que la Société prend désormais

en location son matériel informatique, ce qui lui a permis de réduire ses investissements dans ce type de biens. La baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles tient au fait que, désormais, la Société privilégie les « logiciels à la demande » à leur acquisition proprement dite.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2019	Trimestre clos le 30 juin 2018	Variation	
			\$	%
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	534 \$	- \$	534	100 %
Amortissement des immobilisations corporelles	120	259	(139)	-54 %
Amortissement des actifs loués	-	24	(24)	-100 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	21	36	(15)	-42 %
Total	675 \$	319 \$	356	112 %

5.4 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le premier trimestre de la Société se solde par une perte nette et globale de 453 000 \$, contre un bénéfice net et global de 224 000 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en recul de 302 %. La perte du premier trimestre est attribuable à un plus faible taux d'utilisation du personnel ainsi qu'à la baisse de la marge brute en découlant, ce qui a fait augmenter les charges salariales indirectes. Les charges opérationnelles et frais d'administration ont également augmenté par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2019	Trimestre clos le 30 juin 2018	Variation	
			\$	%
Résultat net et résultat global	(453) \$	224 \$	(677)	-302 %

5.5 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DE LA TRÉSORERIE

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le *Rapport annuel 2018-2019*.

TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie et les placements totalisent 22,8 millions de dollars au 30 juin 2019, en baisse de 5,4 millions de dollars par rapport au 31 mars 2019.

Au 30 juin 2019, le solde de trésorerie s'élève à 4,6 millions de dollars, en baisse de 5,5 millions de dollars, ou 54 %, par rapport à la clôture de 2018-2019. Au cours du trimestre qui a suivi le 31 mars 2019, la Société a affecté 4,9 millions de dollars de trésorerie à des activités de fonctionnement, investi 115 000 \$ et dépensé 540 000 \$ pour s'acquitter d'obligations locatives. La baisse est causée, en partie, par l'augmentation des créances clients et le calendrier de réception des paiements provenant des clients-partenaires.

Au 30 juin 2019, les placements (courants et non courants) totalisent 18,2 millions de dollars, en hausse de 93 000 \$ par rapport à la clôture de 2018-2019. Cette hausse tient essentiellement aux intérêts touchés sur le compte de placements de la Société. Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus sont conformes à la politique que le Conseil d'administration a approuvée. La Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients se rapportent principalement à un des clients-partenaires de la Société, en l'occurrence le MDN. Au 30 juin 2019, les créances clients se chiffrent à 26,5 millions de dollars, en hausse de 5,2 millions de dollars, ou 24 %, par rapport au 31 mars 2019. Cette augmentation découle de l'échéancier de perception des créances auprès du MDN. Il est prévu de percevoir toutes ces sommes.

PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisent 18,0 millions de dollars au 30 juin 2019, en hausse de 1,3 million de dollars, ou 8 %, par rapport au 31 mars 2019. Cette hausse tient principalement à un accroissement des dettes fournisseurs découlant de l'échéancier des paiements.

TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

(en milliers de dollars)	Au	Au	Variation	
	30 juin 2019	31 mars 2019	\$	%
Trésorerie	4 601 \$	10 066 \$	(5 465)	-54 %
Placements	18 197	18 104	93	1 %
Trésorerie et placements	22 798 \$	28 170 \$	(5 372)	-19 %
Créances clients	26 471 \$	21 321 \$	5 150	24 %
Passifs courants	17 946 \$	16 607 \$	1 339	8 %

5.6 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimatif des congés de maladie pour ses employés, ainsi que des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités, estimation qui est établie tous les trois ans par un actuair. Au 30 juin 2019, la charge à payer au titre des congés de maladie et autres avantages du personnel s'élève à 28,9 millions de dollars, en hausse de 679 000 \$, ou 2 %, par rapport à la clôture de 2018-2019. Cette hausse rend compte de l'estimation actuarielle des prestations constituées pour l'exercice en cours, moins les prestations versées aux retraités.

(en milliers de dollars)	Au	Au	Variation	
	30 juin 2019	31 mars 2019	\$	%
Partie courante	2 863 \$	2 863 \$	-	0 %
Partie non courante	26 014	25 335	679	3 %
Total des avantages du personnel	28 877 \$	28 198 \$	679	2 %

5.7 ACTIFS LIÉS AU DROIT D'UTILISATION

La Société loue des locaux à bureau, des installations pour l'équipement informatique et des copieurs multifonction. Les actifs loués ont été reclassifiés à titre d'actifs liés au droit d'utilisation au 1^{er} avril 2019. La baisse à compter du 1^{er} avril 2019 est due aux amortissements.

(en milliers de dollars)

Actifs liés au droit d'utilisation – Adoption d'IFRS 16 – Contrats de location	8 501 \$
Actifs loués existants	141
Solde d'ouverture – Actifs liés au droit d'utilisation au 1^{er} avril 2019	8 642 \$
Moins : Amortissements	(534)
Solde de fermeture au 30 juin 2019	8 108 \$

5.8 OBLIGATIONS LOCATIVES

Les obligations locatives se rapportent aux actifs liés au droit d'utilisation ainsi qu'aux obligations liées à des contrats de location-financement.

(en milliers de dollars)

Obligations locatives – Adoption d'IFRS 16 – Contrats de location	8 501 \$
Obligations liées à des contrats de location-financement existants, reclassifiées	147
Solde d'ouverture – Obligations locatives au 1^{er} avril 2019	8 648 \$
Moins : Paiements au cours de la période	(540)
Plus : sur obligation	46
Solde de fermeture au 30 juin 2019	8 154 \$

5.9 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

La seule activité d'investissement de la Société au cours du premier trimestre est relative à l'ajout d'actifs liés au droit d'utilisation relatifs à l'inscription à l'actif de contrats de location en raison de l'adoption d'IFRS 16 – Contrats de location. Veuillez consulter la note 5 des rapport financiers pour davantage de détails au sujet de l'adoption d'IFRS 16 – Contrats de location.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2019	Trimestre clos le 30 juin 2018	Variation	
			\$	%
Immobilisations incorporelles	8 501 \$	- \$	8 501	100 %
Matériel informatique	-	-	-	0 %
Mobilier et équipement	-	-	-	0 %
Améliorations locatives	-	4	(4)	-100 %
Soutien technique en matière d'environnement	-	-	-	0 %
	8 501 \$	4 \$	8 497	99 %

5.10 COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

De façon générale, les résultats réels de la Société pour le trimestre clos le 30 juin 2019 cadrent avec les projections du Plan d'entreprise (le « Plan »).

Les produits tirés des services facturés sont de 3 % inférieurs aux projections du Plan. La baisse des produits s'explique par une diminution plus marquée que prévu de la demande de services de la part du MDN.

Les produits et les charges liés aux frais de déplacement et décaissements sont de 5 % inférieurs aux projections du Plan en raison des moments où sont engagés les frais de déplacement et les décaissements en lien avec des travaux exécutés par la Société pour le compte du MDN.

Les produits financiers sont supérieurs aux projections du Plan en raison d'un rendement de la trésorerie détenue dans le compte qui s'est révélé supérieur aux attentes.

Les salaires et les charges sociales sont conformes aux projections du Plan.

Les charges opérationnelles et frais d'administration sont de 25 % inférieurs aux projections, en raison du calendrier d'engagement des frais de mise en œuvre de la stratégie de cybersécurité de la Société, et de l'échéancier des autres charges de fonctionnement, notamment les charges de formation et de perfectionnement et les frais de déplacement.

La dotation aux amortissements est de 9 % inférieure aux projections en raison des moindres dépenses d'investissement.

Les dépenses d'investissement sont de 24 % inférieures aux projections, en raison principalement de l'adoption d'IFRS 16 – *Contrat de location*. Le montant inscrit à l'actif pour les contrats de location est inférieur au montant prévu dans le Plan d'entreprise. Aussi, la baisse est due au fait que la Société a commencé à prendre ses appareils informatiques personnels en location au lieu d'en faire l'acquisition.

COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

(en milliers de dollars)	Réel	Plan	Variation	
			\$	%
Produits				
Produits tirés des services facturés	29 729 \$	30 798 \$	(1 069)	-3 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrés	618	648	(30)	-5 %
Placements	188	163	25	15 %
	30 535 \$	31 609 \$	(1 074)	-3 %
Charges				
Salaires et charges sociales	27 617	27 584	33	0 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	2 078	2 753	(675)	-25 %
Frais de déplacement et décaissements	618	648	(30)	-5 %
Dotations aux amortissements	675	739	(64)	-9 %
	30 988 \$	31 724 \$	(736)	-2 %
Perte nette et globale	(453) \$	(115) \$	(339)	-294 %
Dépenses d'investissement	8 501 \$	11 116 \$	(2 615)	-24 %

**ÉTATS
FINANCIERS
INTERMÉDIAIRES
RÉSUMÉS
NON AUDITÉS**

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* et à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés non audités exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier intermédiaire concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Original signé par :

Melinda Nycholat, P. Eng.

Présidente et première dirigeante par intérim

Original signé par :

Juliet Woodfield, CPA, CA

Vice-présidente, Finances et Ressources humaines, et chef des finances

Ottawa (Canada)

Le 29 août 2019

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Au 30 juin 2019	Au 31 mars 2019
Actif			
Trésorerie		4 601 \$	10 066 \$
Placements	7	2 615	2 502
Produits à recevoir	8	169	-
Créances clients	15	26 471	21 321
Charges payées d'avance et autres actifs courants		1 550	1 487
Autres créances		1 762	1 805
Actifs courants		37 168	37 181
Placements	7	15 582	15 602
Actifs liés au droit d'utilisation	10	8 108	-
Immobilisations corporelles	9	718	838
Immobilisations incorporelles		110	131
Actifs loués		-	141
Actifs non courants		24 518	16 712
Total de l'actif		61 686 \$	53 893 \$
Passifs courants			
Fournisseurs et dettes diverses		13 224 \$	13 664 \$
Partie courante de l'obligation locative	11	1 859	-
Partie courante de l'obligation liée à des contrats de location-financement		-	80
Partie courante des avantages du personnel	12	2 863	2 863
Passifs courants		17 946	16 607
Obligation locative	11	6 295	-
Obligation liée à des contrats de location-financement		-	67
Avantages du personnel	12	26 014	25 335
Passifs non courants		32 309	25 402
Total du passif		50 255	42 009
Capitaux propres			
Capital-actions : Autorisé : 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale			
Émis : 32 actions ordinaires		-	-
Résultats non distribués		11 431	11 884
Total des capitaux propres		11 431	11 884
Total du passif et des capitaux propres		61 686 \$	53 893 \$

Passifs éventuels (note 16)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Trimestre clos le 30 juin 2019	Trimestre clos le 30 juin 2018
Produits tirés des services facturés		29 729 \$	27 953 \$
Frais de déplacement et décaissements recouvrés		618	831
Produits financiers		188	155
Total des produits		30 535	28 939
Salaires et charges sociales		27 617	25 658
Charges opérationnelles et frais d'administration	14	2 032	1 906
Frais de déplacement et décaissements		618	831
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation		534	-
Amortissement des immobilisations corporelles	9	120	259
Amortissement des actifs loués		-	24
Amortissement des immobilisations incorporelles		21	36
Charges d'intérêts sur les obligations locatives		46	1
Total des charges		30 988	28 715
Résultat net de la période et résultat global		(453) \$	224 \$

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2019	-	11 884 \$	11 884 \$
Résultat de la période		(453)	(453)
Solde au 30 juin 2019	- \$	11 431 \$	11 431 \$
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2018	-	5 198 \$	5 198 \$
Résultat de la période		224	224
Solde au 30 juin 2018	- \$	5 422 \$	5 422 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Trimestre clos le 30 juin 2019	Trimestre clos le 30 juin 2018
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Résultat net de la période		(453) \$	224 \$
Ajustements de rapprochement du résultat net de la période aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Charge au titre des avantages du personnel		831	967
Avantages du personnel versés		(152)	(177)
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	10	534	-
Amortissement des immobilisations corporelles	9	120	259
Amortissement des actifs loués		-	24
Amortissement des immobilisations incorporelles		21	36
Amortissement des primes d'investissement		22	30
Intérêts payés pour les obligations locatives		46	-
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel			
Créances clients		(5 150)	(1 708)
Charges payées d'avance et autres actifs courants		(63)	1 043
Autres créances		43	48
Fournisseurs et dettes diverses		(440)	(1 660)
Produits à recevoir		(169)	(1 227)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		(4 810)	(2 141)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition de placements		(115)	(800)
Rachat de placements		-	638
Acquisition d'immobilisations corporelles	9	-	(4)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		(115)	(166)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Remboursement des obligations locatives		(540)	(20)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(540)	(20)
Diminution de la trésorerie au cours de la période		(5 465)	(2 327)
Trésorerie à l'ouverture de la période		10 066	3 972
Trésorerie à la clôture de la période		4 601 \$	1 645 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

NOTES ANNEXES

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

NOTE 1 : RÉSUMÉ DES POUVOIRS ET DES OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, elle relève de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le résultat.

La Société a pour mandat de fournir des services d'approvisionnement, de gestion de marchés de construction, de soutien professionnel et d'exploitation, ainsi que de fournir un soutien aux infrastructures tout au long de leur cycle de vie, pour assurer la défense et la sécurité du Canada. Depuis les tout débuts, les services de la Société s'adressent surtout, mais pas exclusivement, au ministère de la Défense nationale (le « MDN »). D'autres ministères et organismes publics jouant un rôle dans la défense et la sécurité du Canada peuvent aussi faire appel à ses services. Les produits proviennent de la facturation d'honoraires en échange des services fournis.

NOTE 2 : MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Conformément à IAS 34, ces états financiers intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels et doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation.

Les états financiers ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

NOTE 3 : SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019, sauf pour ce qui est de l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations comptables entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2019, présentées plus loin à la note 5. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rapportant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs jugés pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relative aux estimations figurent dans les notes annexes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

NOTE 5 : APPLICATION DE NORMES IFRS NOUVELLES ET RÉVISÉES

IFRS 16-*CONTRATS DE LOCATION* : Le 1^{er} avril 2019, la Société a commencé à appliquer IFRS 16-*Contrats de location*, selon la méthode d'application rétrospective modifiée. Selon cette méthode, la Société n'applique la norme de manière rétrospective que pour la période courante la plus récente présentée dans les états financiers intermédiaires résumés, et l'effet cumulatif de l'application initiale est comptabilisé en résultats non distribués au 1^{er} avril 2019. Aussi n'y a-t-il pas eu retraitement des données comparatives de 2018-2019 présentées dans les états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 30 juin 2018, et les contrats de location ont continué d'être comptabilisés selon les méthodes comptables présentées à la note 17 des états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Les activités de location de la Société portent essentiellement sur des locaux à bureaux et des copieurs multifonctionnels.

En tant que preneur, la Société classait auparavant les contrats de location comme contrats de location simple ou de location-financement, selon qu'elle estimait que la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs sous-jacents lui avaient été transférés. Conformément à IFRS 16 – *Contrats de location*, la Société a comptabilisé des actifs et des passifs liés au droit d'utilisation pour la majorité de ses contrats de location.

Au moment de la transition, la Société était partie à des contrats de location pour des copieurs multifonctionnels classés comme contrats de location-financement en vertu de la norme précédente IAS 17. La Société a calculé l'obligation locative pour les contrats de location simple existants, autres que les contrats de location à court terme ou de faible valeur, selon la valeur des paiements de loyer restants, actualisée au taux d'emprunt marginal de la Société au 1^{er} avril 2019. Les actifs liés au droit d'utilisation représentent un montant correspondant à l'obligation locative, ajusté en fonction du montant de tous loyers payés d'avance ou à payer, d'éventuels incitatifs à la location, des coûts directs initialement engagés s'il en est et de tous frais estimatifs à engager dans la restauration du site ou le démantèlement des actifs sous-jacents.

En choisissant la méthode d'application rétrospective modifiée, la Société a calculé l'obligation locative selon le taux d'emprunt marginal du preneur, lequel se situait dans une fourchette de 3 % à 3,16 % au 1^{er} avril 2019.

Au moment d'appliquer IFRS 16 – *Contrats de location* aux contrats de location précédemment classés comme contrats de location simple au titre d'IAS 17, la Société a eu recours aux mesures de simplification suivantes :

- la Société n'a pas réévalué tous ses contrats en vue de déterminer s'ils comprenaient un bail à la date d'application initiale. Seuls les contrats précédemment identifiés à titre de bail selon IFRS 7–*Contrats de location* et IFRIC 4–*Déterminer si un accord contient un contrat de location* ont été pris en considération;
- elle a appliqué un taux d'actualisation unique à tous les contrats de location ayant les mêmes caractéristiques au sein de son portefeuille;
- elle a retenu l'exception lui permettant de ne pas comptabiliser les actifs et les passifs liés au droit d'utilisation dont la durée du contrat de location est inférieure à 12 mois, à la date d'application initiale;
- elle a évalué rétrospectivement la durée de chaque contrat de location selon que le contrat prévoyait ou non des options de prolongation ou de résiliation.

La Société a choisi de ne pas reconnaître les actifs liés au droit d'utilisation et les obligations locatives dont la durée est inférieure à 12 mois ainsi que les actifs à faible valeur (d'une valeur de moins de 5 000 \$). La Société a reconnu les paiements liés à ces contrats comme une charge en mode linéaire pendant la durée du contrat, comme le permet IFRS 16 – *Contrats de location*.

À titre de bailleur, la Société continuera de classer les sous-locations à titre de contrats de location simple ou de location-financement, après avoir réévalué la nature des sous-locations à la faveur de la transition à IFRS 16 – *Contrats de location*. Selon IFRS 16 – *Contrats de location*, ce classement est déterminé par référence à l'actif lié au droit d'utilisation plutôt qu'à l'actif sous-jacent. La comptabilisation du bailleur est également demeurée essentiellement inchangée par rapport à IAS 17, et la Société continue de comptabiliser les produits locatifs tirés de contrats de location simple.

Au 1^{er} avril 2019, l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 – *Contrats de location* sur les états financiers intermédiaires résumés de la Société se traduit par la comptabilisation d'un montant de 8,5 millions de dollars liés aux actifs et aux passifs liés au droit d'utilisation. Par suite de l'adoption d'IFRS 16 – *Contrats de location*, les charges d'intérêts et l'amortissement des immobilisations corporelles de la Société ont augmenté, tandis que les charges locatives ont diminué de manière à ne rendre compte que des charges opérationnelles liés à des contrats de location de locaux à bureaux.

Les tableaux ci-après présentent les variations du 31 mars au 1^{er} avril 2019.

	Au 31 mars 2019	Ajustement au titre d'IFRS 16	Au 1 ^{er} avril 2019
Actif			
Actifs courants	37 181 \$	- \$	37 181 \$
Actifs liés au droit d'utilisation	-	8 501	8 501
Actifs non courants	16 712	8 501	25 213
Total de l'actif	53 893 \$	8 501 \$	62 394 \$
Passif			
Partie courante de l'obligation locative au titre du droit d'utilisation	- \$	1 779 \$	1 779 \$
Passifs courants	\$ 16 607	1 779	18 386
Obligation locative au titre du droit d'utilisation	-	6 722	6 722
Passifs non courants	25 402	6 722	32 124
Total du passif	42 009 \$	8 501 \$	50 510 \$
Capitaux propres			
Résultats non distribués	11 884 \$	- \$	11 884 \$
Total des capitaux propres	11 884	-	11 884
Total du passif et des capitaux propres	53 893 \$	8 501 \$	62 394 \$

Le montant des engagements relatifs aux contrats de location simple de locaux à bureaux a été éliminé parce qu'ils sont tous considérés comme des contrats de location au titre d'IFRS 16 – *Contrats de location* et présentés dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière.

NOTE 6 : NOUVELLES NORMES IFRS RÉVISÉES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Au cours du trimestre, ni l'IASB ni le comité d'interprétation des IFRS n'ont publié de nouvelles normes, modifications ou interprétations qui pourraient avoir une incidence sur la Société dans l'avenir.

NOTE 7 : PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada, de Provinces et de sociétés portant intérêt à des taux effectifs allant de 2,65 % à 4,92 % (taux d'intérêt nominaux allant de 2,85 % à 7,22 %), de certificats de placement garanti (CPG) à taux d'intérêt fixes de 1,8 % à 2,82 % ainsi

que de fonds communs de placement à taux variables. Les échéances des obligations s'échelonnent de 2019 à 2031 et celles des CPG, de 2019 à 2023, la Société ayant l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les fonds communs de placement peuvent être liquidés à vue. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur de ces placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) de cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques [niveau 1]; b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif [niveau 2]; c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données non observables) [niveau 3]. Comme la juste valeur des placements de CDC n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, elle est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements de la Société est constituée d'instruments échéant sous 12 mois.

	Au 30 juin 2019	Au 31 mars 2019
Partie courante	2 615 \$	2 502 \$
Partie non courante	15 582	15 602
Total	18 197 \$	18 104 \$

	Au 30 juin 2019	Au 31 mars 2019
Valeur comptable au coût amorti		
Obligations :		
du Canada	501 \$	502 \$
des Provinces	6 961	6 972
de sociétés	3 746	3 755
Total des obligations	11 208	11 229
Certificats de placement garanti	6 875	6 875
Fonds communs de placement	114	-
Total	18 197 \$	18 104 \$

	Au 30 juin 2019	Au 31 mars 2019
Juste valeur		
Obligations		
du Canada	512 \$	510 \$
des Provinces	7 362	7 332
de sociétés	4 040	3 977
Total des obligations	11 914	11 819
Certificats de placement garanti	6 920	6 912
Fonds communs de placement	114	-
Total	18 948 \$	18 731 \$

NOTE 8 : PRODUITS À RECEVOIR

Il y a comptabilisation de produits à recevoir lorsque, à la date de clôture, la somme facturée pour les services rendus est supérieure aux droits demandés en application de contrats de services à forfait. Pour la période close le 30 juin 2019, les produits à recevoir s'élèvent à 169 \$, contre néant au 31 mars 2019. Des différences temporaires peuvent se produire à l'égard de contrats de services à forfait au cours de périodes de l'exercice financier, mais ces différences sont rapprochées et ramenées à néant avant la clôture de l'exercice.

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Au 30 juin 2019	Au 31 mars 2019
Coût	5 158 \$	5 158 \$
Moins le cumul des amortissements	4 440	4 320
Valeur comptable nette	718 \$	838 \$
Valeur comptable nette par catégorie d'actifs		
Matériel informatique	491 \$	590 \$
Mobilier et agencements	220	239
Améliorations locatives	7	9
Valeur comptable nette	718 \$	838 \$

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant :

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2019	2 643 \$	953 \$	1 562 \$	5 158 \$
Plus les acquisitions	-	-	-	-
Moins les cessions	-	-	-	-
Solde au 30 juin 2019	2 643 \$	953 \$	1 562 \$	5 158 \$

Les variations liées au cumul des amortissements sont présentées dans le tableau suivant :

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Cumul des amortissements				
Solde au 31 mars 2019	2 053 \$	714 \$	1 553 \$	4 320 \$
Plus les amortissements	99	19	2	120
Moins les cessions	-	-	-	-
Solde au 30 juin 2019	2 152 \$	733 \$	1 555 \$	4 440 \$

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles.

NOTE 10 : ACTIFS LIÉS AU DROIT D'UTILISATION

Les actifs liés au droit d'utilisation de la Société comprennent les locaux à bureaux, les installations pour le matériel informatique et les copieurs multifonction. Les éléments liés aux actifs loués au cours de l'exercice précédent sont ajoutés au solde d'ouverture et inclus au total. Au 1^{er} avril 2019, les nouveaux ajouts relatifs à IFRS 16 – *Contrats de location* totalisent 8 501 \$, comme l'indique la note 5, auquel s'y ajoutent les actifs loués reclassifiés à titre d'actifs liés au droit d'utilisation pour une valeur de 141 \$, pour un total de 8 642 \$.

	Au 30 juin 2019	Au 31 mars 2019
Coût	8 642 \$	8 642 \$
Moins le cumul des amortissements	534	-
Valeur comptable nette	8 108 \$	8 642 \$

Coût

Solde au 1 ^{er} avril 2019	8 642 \$
Plus les acquisitions	-
Moins les cessions	-
Solde au 30 juin 2019	8 642 \$

Cumul des amortissements

Solde au 1 ^{er} avril 2019	-
Plus les amortissements	534
Moins les cessions	-
Solde au 30 juin 2019	534 \$

Le montant inscrit à l'état du résultat global relativement aux actifs de faible valeur est de 48 \$ pour les appareils informatiques personnels.

La Société a comptabilisé, dans les frais de déplacement et décaissements, lesquels sont recouvrés auprès du MDN, un produit de 219 \$ tiré de la sous-location d'un actif lié au droit d'utilisation.

NOTE 11 : OBLIGATION LOCATIVE

L'obligation locative comprend les montants dus relatifs aux actifs liés au droit d'utilisation et les montants reclassifiés relatifs aux obligations locatives. L'obligation locative est de 8 501 \$ et est relative à l'adoption d'IFRS 16–*Contrats de location*, comme l'indique la note 5, plus 147 \$ pour le montant reclassifié de l'obligation locative, pour un total de 8 648 \$.

	Au 30 juin 2019	Au 31 mars 2019
Partie courante	1 859 \$	1 859 \$
Partie non-courante	6 295	6 789
Valeur comptable nette	8 154 \$	8 648 \$

Coût

Solde au 1 ^{er} avril 2019	8 648 \$
Moins les paiements	540
Plus les charges d'intérêts	46
Solde au 30 juin 2019	8 154 \$

Analyse de maturité

1 an ou moins	1 777 \$
Entre 1 et 2 ans	723
Entre 2 et 5 ans	2 000
Plus de 5 ans	3 654
Total	8 154 \$

NOTE 12 : AVANTAGES DU PERSONNEL

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUX AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERME

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimé des congés de maladie de ses employés, ainsi que des prestations de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie de son personnel retraité. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations définies.

	Au 30 juin 2019	Au 31 mars 2019
Partie courante des avantages du personnel	2 863 \$	2 863 \$
Partie non courante des avantages du personnel	26 014	25 335
Total des avantages du personnel	28 877 \$	28 198 \$

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2018-2019*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 1^{er} avril 2017. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour avril 2020.

NOTE 13 : COMPTABILISATION DES PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

La Société tire ses produits de la prestation de services de gestion des marchés, de planification de projets, d'approvisionnement et de gestion de biens immobiliers. Les produits sont comptabilisés une fois que les services sont rendus. La Société touche les paiements de ses clients selon un cycle de facturation mensuel conforme aux dispositions des accords sur les niveaux de service (ANS). Tous les ANS ont une durée équivalant à l'exercice financier, et ils sont renégociés chaque année en fonction de la nature du financement pour les clients. À chaque exercice, selon les besoins, des ANS existants peuvent être révisés et de nouveaux ANS, conclus.

Les ANS sont assortis de prix fondés sur le temps de travail (prix horaires) ou réalisés à forfait (prix forfaitaires). Dans le cas des ANS à prix horaires, les clients et la Société conviennent d'un certain nombre d'heures de service que le personnel de la Société fournira au client durant l'année. Les services fournis au cours d'un mois donné sont facturés mensuellement au client à partir du temps réellement passé au travail et selon les taux de facturation convenus dans l'ANS en cause. En ce qui concerne les ANS à forfait, un montant fixe, convenu dans l'ANS, est facturé chaque mois au client. La plupart des ANS ont des modalités de paiement standards à 30 jours.

Il n'existe aucun risque de mauvaises créances parce que, dans le cadre des ANS, la Société facture les services déjà rendus aux clients et que la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que les entités publiques s'acquittent de tous les services valides qui leur sont facturés.

La Société ne tire pas de produits de la vente de biens ni de la réception de dividendes ou de redevances.

13.1 FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

La Société recouvre auprès de ses clients, sans majoration de coûts, les frais de déplacement et décaissements liés à la prestation de services dans le cadre des accords sur les ANS.

13.2 PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement et la méthode du taux d'intérêt effectif.

13.3 INFORMATION SUR LES PRODUITS SECTORIELLE ET VENTILÉE

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits (horaires ou forfaitaires) par région, par secteur d'activité et par type de contrat. Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par source principale et par région.

Trimestre clos le
30 juin 2019

Région	Secteur d'activité						Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	
Atlantique	2,293 \$	1,130 \$	328 \$	359 \$	158 \$	289 \$	4,557 \$
Québec	2,446	1,332	365	339	289	298	5,069
Capitale nationale	931	2,211	1,248	289	120	279	5,078
Ontario	3,316	1,518	410	511	723	451	6,929
Ouest	3,876	2,157	156	732	465	298	7,684
Siège social	31	3	-	80	298	-	412
Total des produits, par secteur d'activité	12,893 \$	8,351 \$	2,507 \$	2,310 \$	2,053 \$	1,615 \$	29,729 \$

Trimestre clos le
30 juin 2018

Région	Secteur d'activité						Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	
Atlantique	2,319 \$	1,062 \$	251 \$	347 \$	177 \$	232 \$	4,388 \$
Québec	2,146	1,320	457	371	349	345	4,988
Capitale nationale	708	1,886	1,193	319	146	302	4,554
Ontario	3,506	1,292	283	466	683	395	6,625
Ouest	3,546	2,058	288	526	397	269	7,084
Siège social	38	-	-	6	270	-	314
Total des produits, par secteur d'activité	12,263 \$	7,618 \$	2,472 \$	2,035 \$	2,022 \$	1,543 \$	27,953 \$

Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par région et par type de contrat.

Région	Produits horaires	
	Trimestre clos le 30 juin 2019	Trimestre clos le 30 juin 2018
Atlantique	1,506 \$	1,332 \$
Québec	1,399	1,109
Capitale nationale	5,052	4,386
Ontario	1,944	1,801
Ouest	1,773	1,686
Siège social	369	289
Total des produits horaires	12,043 \$	10,603 \$

Région	Produits horaires	
	Trimestre clos le 30 juin 2019	Trimestre clos le 30 juin 2018
Atlantique	3,051 \$	3,056 \$
Québec	3,670	3,880
Capitale nationale	26	168
Ontario	4,985	4,823
Ouest	5,911	5,398
Siège social	43	25
Total des produits forfaitaires	17,686 \$	17,350 \$
Total des produits	29,729 \$	27,953 \$

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

	Trimestre clos le 30 juin 2019	Trimestre clos le 30 juin 2018
Honoraires	529 \$	212 \$
Formation et perfectionnement	322	294
Contrats d'entretien informatique	291	345
Charges opérationnelles d'installations louées	221	-
Téléphonie et communications	191	197
Frais de déplacement	166	165
Fournitures et matériel de bureau	63	52
Infonuagique	51	-
Location de matériel de bureau	48	-
Réinstallation	38	15
Hébergement	33	49
Communications	19	29
Impression et papeterie	15	13
Mobilier et matériel de bureau	12	21
Abonnements et adhésions	9	17
Matériel informatique	7	6
Affranchissement, transport de marchandises et messageries	7	6
Logiciels	3	17
Recrutement	3	27
Loyers	-	423
Autres	4	18
Total	2 032 \$	1 906 \$

NOTE 15 : TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Pour le premier trimestre de 2019-2020, les produits tirés des services facturés et les frais de déplacement et décaissements recouverts s'élèvent à 30 347 \$, contre 28 784 \$ pour le premier trimestre de 2018-2019. Ces produits sont tirés de la prestation de services au MDN (Agence de logement des Forces canadiennes comprise), au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services publics et Approvisionnement Canada et à Services partagés Canada.

La Société peut devoir engager des charges à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada. Ces charges s'élèvent à 20 \$ pour le premier trimestre de 2019-2020, soit le même montant que pour la période correspondante de 2018-2019.

	Au 30 juin 2019	Au 31 mars 2019
Créances		
Ministère de la Défense nationale	23 757 \$	19 522 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	2 490	1 667
Centre de la sécurité des télécommunications Canada	204	137
Services partagés Canada	20	(6)
Services publics et Approvisionnement Canada	-	1
	26 471 \$	21 321 \$
Dettes		
Services partagés Canada	- \$	5 \$
Services publics et Approvisionnement Canada	2	3
	2 \$	8 \$

15.1 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes (dont les membres du conseil d'administration) ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, que ce soit de manière directe ou indirecte. La rémunération des principaux dirigeants de CDC est présentée dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 30 juin 2019	Trimestre clos le 30 juin 2018
Avantages à court terme	984 \$	879 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	146	140
	1 130 \$	1 019 \$

NOTE 16 : PASSIFS ÉVENTUELS

16.1 LITIGES

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts que déploie la Société pour régler les différends contractuels. Au 30 juin 2019, 12 réclamations étaient en cours, d'une valeur totalisant 10 373 \$, toutes liées au MDN, alors qu'au 31 mars 2019, il y avait 13 réclamations en cours, d'une valeur totalisant 10 418 \$, toutes liées au MDN.

Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations découlant de marchés qu'elle a passés avec des tiers. Aussi cette dernière n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer une provision à l'égard de litiges dans ses états financiers.